

page 203 lectures

PE

## Routledge Handbook of Migration and Development

Tanja Bastia et Ronald Skeldon (dir.)

New York, Routledge, 2020, 600 pages

Pour qui pensait que la relation entre migration et développement pouvait se résumer à une équation simple – plus de développement est égale à moins de migrations dans le monde – l'ouvrage dirigé par Tanja Bastia et Ronald Skeldon constituera une lecture des plus utiles. En quelque 600 pages, ce nouvel opus de la collection des *Routledge Handbooks* offre à voir toute l'ampleur et la complexité du lien entre deux termes qui nourrissent depuis quarante ans le débat public et politique sur les relations entre le Nord et le Sud. En évitant tout jargon, les 55 chapitres organisés en 7 parties rendent compte de l'état des savoirs sur ce thème, en alternant les niveaux « micro », « méso » et « macro » de l'analyse. C'est à ce jour la somme la plus complète disponible sur le sujet.

### Un enjeu international majeur à reconsidérer

Le thème migration/développement informe depuis longtemps la réflexion et le débat sur l'efficacité des politiques migratoires des pays développés. Il s'agit d'un sujet majeur. Certes, la population mondiale vivant dans un autre pays que celui de naissance est relativement stable à 3 %, ce qui est un niveau plus faible qu'au cours d'autres périodes historiques. Mais la population mondiale concernée par les migrations internationales est bien plus importante si l'on ajoute les membres des familles des migrants, leurs communautés et les sociétés entières que les migrants internationaux contribuent à transformer. Si l'on ajoute à cela les migrations internes (plus de 740 millions de personnes en 2010), la population mondiale concernée par le phénomène de mobilité dépasse le milliard d'individus. Il est dès lors difficile d'imaginer que la mobilité humaine n'ait pas un impact durable sur les sociétés et le système international.

Or les transferts d'argent envoyés par les migrants internationaux ont dépassé depuis la fin des années 1990 l'Aide publique au développement et sont aujourd'hui en passe d'atteindre le niveau des investissements directs à l'étranger dans les pays à revenu faible et modéré. C'est d'ailleurs par le biais des questions de développement que la question migratoire a été mise à l'agenda des Nations unies et qu'elle est devenue un enjeu de gouvernance globale.

Pourtant, une tension – bloquant traditionnellement le débat – existe entre les termes « migration » et « développement ». D'une part, un consensus assez large a émergé au niveau global pour souligner que les obstacles à la mobilité internationale des personnes constituent un frein au développement. D'autre part, le développement est envisagé comme un vecteur susceptible de réduire la « pression migratoire » aux frontières des pays du Nord, en permettant aux populations du Sud de trouver chez elles une alternative à l'émigration, à commencer par des opportunités économiques et un marché du travail capable de les intégrer localement.

La contradiction se dissipe en revanche si l'on saisit la complexité structurelle du lien entre « migration » et « développement ». C'est là la première réussite

importante de l'ouvrage. Celui-ci parvient à clarifier cette contradiction apparente avec une force probatoire particulièrement convaincante car il articule, dans un bel équilibre, les aspects les plus empiriques des réalités décrites par le détail aux théories qui organisent aujourd'hui les études sur les migrations internationales, en variant les échelles et les angles d'analyse.

### Transition migratoire, pauvreté et inégalités

Le résultat peut se lire comme une déconstruction minutieuse des principales idées reçues sur le sujet. Il est impossible de restituer ici la richesse des analyses proposées par les différents chapitres mais le lecteur retiendra quelques leçons importantes. En premier lieu, le cadre de la discussion traditionnel (le développement œuvrerait à la diminution du volume de la mobilité humaine internationale) est erroné car il méconnaît ce que le développement fait aux migrations et les facteurs véritables qui produisent le départ des personnes de leur pays de naissance. Empiriquement, ce ne sont pas les plus pauvres qui émigrent. Les pays à revenu moyen tendent à être parmi les premiers pays de départ, à l'instar du Mexique, du Maroc et des Philippines. En Afrique, les flux internationaux proviennent du nord et du sud du continent, pas des pays subsahariens plus pauvres, car un capital économique mais aussi social et humain est nécessaire pour émigrer. De sorte qu'il faut retenir l'hypothèse centrale de la théorie dite de « la transition migratoire », selon laquelle plus de développement entraîne plus de migrations internes (exode rural) et plus de migrations internationales. Hein De Haas en conclut que « les migrations sont une part intrinsèque de processus de développement plus larges » et la relation entre migration et développement cesse d'être un jeu à somme nulle.

Un second enseignement que l'on peut tirer de cet ouvrage concerne la difficulté de trancher *a priori* le débat concernant le coût de la migration pour le développement des pays de départ (*brain drain*) ou, à l'inverse, son potentiel de développement (*brain gain*). Tout dépend du niveau auquel on situe l'analyse. D'un point de vue macro, les transferts d'argent des migrants ne créent ni *brain drain* ni *brain gain* : ces montants échouent en général à être transformés en développement durable dans des contextes marqués par des obstacles structurels au développement (corruption, népotisme, carence institutionnelle...). De ce point de vue, la migration n'apparaît pas non plus comme une panacée. Ingrid Palmay rappelle que les résultats de la recherche sur l'impact des migrations sur le niveau de pauvreté des pays de départ sont contradictoires. Des effets différenciés ont été identifiés dans certains cas où les transferts des migrants peuvent contribuer à augmenter le prix du foncier et placer les populations non migrantes dans une situation d'inégalité accrue par rapport aux familles et communautés qui comptent des émigrés parmi leurs membres. Dans d'autres cas, les transferts internes contribuent à diminuer les inégalités de revenu tandis que ceux des migrants internationaux contribuent à l'inverse à les accroître, comme c'est le cas au Mexique. Cela souligne l'importance des facteurs liés au contexte et leur impact sur les migrations, ainsi que le nécessaire examen de la structure des inégalités économiques autant que sociales liées au genre, au racisme ou à l'ethnicité. Ce qui pourrait apparaître comme des contradictions entre les chapitres quant aux leçons à tirer sur ces aspects relève en fait de différences de niveau d'analyse.

D'un point de vue « macro », le modèle théorique prédit que seuls ceux qui ont un capital humain important pourront accéder à des destinations lointaines tandis que les autres seront contraints à une « immobilité involontaire » – ou, dans le meilleur des cas, à une migration interne. Cela explique pourquoi les migrants subsahariens aux États-Unis sont parmi les plus diplômés (chapitre 1).

D'un point de vue plus proche des logiques des migrants eux-mêmes, le modèle peut prédire un autre résultat : les plus diplômés peuvent échapper à une migration internationale qui les conduirait à s'insérer dans un marché du travail moins qualifié et privilégient une migration interne vers les grandes villes où ils pourront occuper des emplois qualifiés dans les services. C'est le cas des Albanais les moins qualifiés qui émigrent vers la Grèce tandis que les mieux lotis travaillent dans la capitale dans le secteur bancaire, médical ou éducatif (chapitre 4). Cela peut soit réduire les inégalités de genre (la migration interne en Albanie donne aux femmes un accès à une meilleure formation) soit les accroître (comme l'illustre la situation des femmes dans les usines d'habillement des grandes villes asiatiques comme Dacca ou Pnom Penh).

### Un enjeu de gouvernance

L'ouvrage offre enfin des éléments de réflexion pertinents concernant les politiques publiques tant de migrations que de développement et, plus généralement, la gouvernance mondiale sur des sujets très sensibles pour les opinions publiques nationales, particulièrement dans les pays développés mais pas uniquement. Si les gouvernements nationaux peuvent influencer dans une certaine mesure les niveaux et les formes des migrations, ils n'ont pas le pouvoir d'en modifier les tendances structurelles. Or des politiques des frontières inadaptées sont un obstacle aux possibles effets positifs des migrations sur le développement. L'ouvrage le documente dans le détail.

Par ailleurs, Mathias Czaika met en lumière le lien entre niveau de développement, solde migratoire et type de politique migratoire. En vertu de la théorie de la transition migratoire, les pays à revenu moyen ont un solde migratoire négatif et orientent leurs politiques vers la gestion de leur diaspora tandis que les pays développés ont un solde migratoire positif et orientent leurs politiques vers le contrôle et la sélection des immigrés. Il est alors possible de modéliser une transition des politiques migratoires sous les effets du développement. Cela explique comment des pays comme le Brésil, la Chine, la Malaisie ou la Turquie ont progressivement mis en place des politiques d'immigration qui empruntent de nombreux aspects aux pays développés (chapitre 27).

Enfin, l'ouvrage souligne un dernier élément : aucune politique de migration et de développement ne peut réussir sans prendre en considération la rationalité des migrants eux-mêmes, acteurs à part entière des relations internationales entre États et marchés. Or, l'analyse qui peut être faite des politiques mises en place dans différentes régions du monde souligne le décalage entre la rationalité de ces politiques et les pratiques des migrants et de leurs familles.

**Christophe Bertossi**

Directeur du Centre Migrations et Citoyennetés de l'Ifri

## RELATIONS INTERNATIONALES

---

### LA GUERRE DES RÉCITS. XI, TRUMP, POUTINE : LA PANDÉMIE ET LE CHOC DES EMPIRES

Christine Ockrent

Paris, Les éditions de

l'Observatoire, 2020, 192 pages

Alors que les tensions internationales s'aggravent avec une pandémie qui met la planète à genoux, Christine Ockrent analyse la guerre que mènent les grandes puissances pour promouvoir leur version des faits. L'auteur examine comment la Chine, les États-Unis, la Russie et l'Europe tentent d'inscrire la crise du COVID-19 dans leurs récits nationaux, avec pour objectif de convaincre les populations, et aussi peut-être les historiens, de la supériorité de leur modèle. La journaliste décompose bloc par bloc cette guerre de propagande qui constitue la toile de fond de la géopolitique à l'ère du coronavirus.

À travers son examen critique du récit promu par le Parti communiste chinois, on comprend mieux sa dangerosité pour l'imaginaire collectif d'une société devenue orwelienne. Censurant initialement toute parole, citoyenne ou scientifique, sur l'épidémie de COVID-19, le pouvoir chinois a progressivement transformé la situation en outil de propagande : livraison de masques à l'international, construction expéditive d'hôpitaux à Wuhan, apologie de l'action du président Xi. La « guerre du peuple » – selon la formule des autorités – doit démontrer la ténacité de l'Empire du Milieu.

Sur le front américain, le récit est monopolisé par un président en campagne

qui cherche à défendre son bilan économique coûte que coûte. Obnubilé par sa propre image, Donald Trump dicte son récit et alterne entre l'absurde – affirmant qu'il connaît ces sujets mieux que quiconque – et le dangereux – en politisant le port du masque et en incitant éventuellement ses concitoyens à ingurgiter du détergent. La faiblesse du système social américain éclate alors au grand jour : 30 millions d'Américains sans assurance maladie, l'obésité courante, et la crise des opiacés constituent pour la première puissance mondiale une recette mortifère, à la fois pour ses citoyens et pour son image.

En Russie, Vladimir Poutine « a perdu le contrôle du récit ». Alors que la situation empire, que la population gronde, que des médecins se suicident et que l'État ment sur les chiffres de l'épidémie, le président russe s'isole et délègue la responsabilité des décisions impopulaires. Forcé de reporter la cérémonie du 75<sup>e</sup> anniversaire de la victoire de l'armée soviétique et la tenue du référendum constitutionnel, le Kremlin a une difficulté croissante à maîtriser sa communication.

Et l'Europe dans tout ça ? L'Union européenne, qui ne compte pas la santé au nombre de ses compétences, vacille, dépassée par la férocité des événements et le retour du chacun pour soi. Sa lenteur bureaucratique et la faiblesse de sa communication ne font que contribuer à un sentiment d'abandon. L'auteur relève cependant que les Européens ont su progressivement reprendre leur récit en main, confrontés à une crise existentielle. Accord de relance budgétaire, renforcement du contrôle des investissements étrangers, coordination pour la commande des vaccins... : les circonstances pourraient constituer une opportunité pour le continent.

En décrivant la guerre psychologique que se mènent les puissances, Christine Ockrent propose une grille de lecture inédite et pourtant essentielle pour mieux comprendre les rapports de force internationaux à l'ère de la pandémie.

### Zéphyr Dessus

#### THE UNCOUNTED: POLITICS OF DATA IN GLOBAL HEALTH

Sara L. M. Davis  
Cambridge, Cambridge University  
Press, 2020, 224 pages

Si la pandémie actuelle montre quotidiennement l'ampleur des enjeux liés aux données quantitatives et aux indicateurs en matière de santé publique, le COVID-19 n'est pas la première maladie à propulser ces questions sur le devant de la scène : Sara L. M. Davis nous le rappelle.

S'inscrivant dans une littérature critique de la place des indicateurs dans les décisions de gouvernance mondiale, cet ouvrage souligne le poids majeur de données de santé pourtant imparfaites dans la réponse à l'épidémie de sida. L'auteur s'appuie sur son expérience de consultante et de chercheuse pour mettre en évidence les nombreuses populations et réalités que les indicateurs ne parviennent pas à prendre en compte, et que les financements délaissent.

La récente affirmation d'un impératif de transparence et de responsabilité pour les bailleurs de fonds, couplée à l'expansion d'outils d'évaluation d'impact du secteur privé, a abouti à une demande croissante de données pour guider la prise de décision des organismes internationaux de lutte contre le sida. Ces

dernières années, l'opposition entre des objectifs mondiaux ambitieux et des ressources financières déclinantes n'a fait qu'accroître cette dynamique de quantification, en même temps que le poids des indicateurs dans la fixation de priorités pour l'allocation des fonds.

Pourtant, ces outils sont en réalité des abstractions construites pour réduire la complexité des phénomènes étudiés ; aussi sont-ils par nature biaisés. Modèles et méthodologies employés évoluent en permanence, souvent loin de la réalité qu'ils prétendent décrire. Ceci est d'autant plus vrai que l'exhaustivité des données sur lesquelles ils reposent pâtit parfois des choix des États qui les récoltent. L'auteur pointe du doigt le fort contraste existant dès lors entre l'argumentaire prétendument objectif dictant l'allocation des financements, et les données fluides et partielles sur lesquelles il se fonde.

Cette accumulation de biais dans la récolte des données de santé mène à l'invisibilisation de populations dont le ciblage est pourtant essentiel pour maîtriser l'épidémie. Certains groupes stigmatisés ou criminalisés peuvent ainsi être laissés de côté, comme les travailleurs du sexe. En l'absence d'informations sur les besoins de ces derniers, les financements ne leur sont que pas ou trop peu adressés, et leur marginalisation n'en est que renforcée. Comment pallier ces effets d'éviction et intégrer une approche basée sur les droits de l'homme à la définition des priorités d'un système international de santé aux ressources limitées ? L'auteur valorise notamment le rôle joué par la société civile et les représentants communautaires, et explique comment habiliter les populations à récolter leurs propres données peut permettre d'éviter les dynamiques précédemment décrites.

Cet ouvrage permet de mieux comprendre l'impact des outils quantitatifs dans la lutte contre l'épidémie de sida, ainsi que les forces politiques et économiques qui les façonnent. S'appuyant sur de nombreux témoignages, il établit un précieux lien entre les recherches universitaires et les intérêts pragmatiques des acteurs de la santé publique mondiale. Il permet également une nécessaire et pertinente prise de recul sur les arbitrages effectués dans la gestion de la pandémie actuelle, ainsi que dans l'anticipation des épidémies à venir.

Palmyre De Jaegere

## HISTOIRE

### A MILITARY HISTORY OF THE COLD WAR, 1962-1991

Jonathan M. House  
Norman, University of Oklahoma  
Press, 2020, 472 pages

Jonathan M. House, colonel en retraite, professeur émérite d'histoire militaire au *Command and General Staff College* de l'US Army, a notamment co-écrit avec David Glantz plusieurs ouvrages remarquables sur l'Armée rouge pendant la Seconde Guerre mondiale. Avec ce deuxième tome de son histoire militaire de la guerre froide (le premier a été publié en 2012), il couvre la période 1962-1991, dominée par les insurrections, la guérilla, mais aussi la montée du terrorisme. Le livre n'oublie bien entendu pas le fait nucléaire et les quelques conflits conventionnels du Moyen-Orient, tout comme les deux

guerres où les superpuissances ont été engagées : Vietnam et Afghanistan.

Dans le premier chapitre, l'auteur évalue l'équilibre des forces, conventionnelles ou non, entre l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) et le Pacte de Varsovie à la « mi-temps » de la guerre froide. Vient ensuite une partie dédiée aux conflits, essentiellement post-coloniaux, en Afrique (Biafra, Congo, Rhodésie, etc.), en Amérique latine (Bolivie, Nicaragua, Salvador, etc.) et en Asie du Sud (Indonésie, Bornéo, Inde et Pakistan, etc.). L'auteur y met notamment en évidence les principaux acteurs de ces turbulentes années 1960, comme les Cubains par exemple. Deux épais chapitres sont consacrés à la guerre du Vietnam, du début de l'insurrection vietnamienne jusqu'à l'entrée au Sud de l'armée nord-vietnamienne en 1975, en passant par les batailles menant à l'offensive du Têt de 1968. L'intervention soviétique en Afghanistan fait également l'objet d'un développement consistant. Les mauvaises décisions stratégiques et opérationnelles du *politburo* et de l'Armée rouge y sont exposées clairement.

En revanche, les guerres israélo-arabes de 1967 et 1973 sont analysées de façon sans doute trop synthétique : l'auteur ne leur consacre que 20 pages. Toujours est-il que, dans un autre chapitre, Jonathan M. House détaille de façon très intéressante l'influence de la guerre du Kippour sur les évolutions doctrinales et capacitaires américaines après le Vietnam. Quelques pages sont ensuite dédiées à la défense civile, aux États-Unis, en Union soviétique et au Royaume-Uni, ainsi qu'aux mouvements de protestation internes aux deux blocs.

La décennie 1980 est initialement abordée *via* le désastre d'Eagle Claw, l'opération destinée à libérer les 53 otages

détenus dans l'ambassade américaine de Téhéran. Puis l'auteur s'attache à décrire le « renouveau » militaire américain, avec l'arrivée à maturité de certaines technologies comme les munitions de précision guidées, ou le développement de la doctrine de la bataille aéroterrestre (*AirLand Battle*). Ces années 1980 sont ensuite analysées au prisme des conflits des Malouines, de la Grenade, du Liban, de la Libye ou encore de la guerre Iran-Irak. Les tensions dans le golfe Persique ne sont pas oubliées. Le livre se termine sur la tentative ratée de Mikhaïl Gorbatchev d'enrayer le déclin économique et militaire de l'Union soviétique et sur la dissolution du Pacte de Varsovie.

Jonathan M. House offre ici une synthèse admirable des principaux conflits et tendances militaires de cette guerre froide conclue voici trente ans, mais dont l'influence perdure jusqu'à aujourd'hui. Ce livre constitue une excellente introduction au spectre extrêmement large des confrontations militaires qui se sont produites de 1962 à 1991.

**Rémy Hémez**

### **AFTER THE KOREAN WAR: AN INTIMATE HISTORY**

Heonik Kwon

Cambridge, Cambridge University Press, 2020, 232 pages

La guerre de Corée (1950-1953) fut avant tout une guerre civile. Depuis quelques années, la recherche a régulièrement mis en avant cet état de fait, mais cet essai nous en donne un nouvel éclairage. Heonik Kwon, professeur d'ethnographie au Trinity College de l'université de Cambridge et auteur de

livres remarquables sur le conflit vietnamien et la guerre froide, propose en effet, à partir d'un travail historique et d'une « ethnographie intime », une réflexion sur la parenté comme terrain essentiel du politique. Ce que l'auteur décrit, c'est une forme de violence de masse à l'intersection de la sphère privée et de l'État.

Dans un premier temps, Heonik Kwon montre les conséquences de la guerre sur des Coréens n'ayant eu aucun rôle militaire pendant ces trois années de combats. En plus des massacres, beaucoup souffrirent de « blessures sociales » résultant de pratiques préventives ou punitives. L'auteur décrit par exemple le *daesal*, ou mort par substitution : si un « collaborateur » n'était pas « disponible » pour subir la condamnation, un membre de sa famille devait prendre sa place. Plus loin, l'auteur approfondit cette notion de « culpabilité par association », très présente en Corée du Sud jusque dans les années 1980. Les proches d'un supposé « gauchiste » pouvaient être surveillés et les familles ayant des ancêtres catégorisés sympathisants communistes – une « ligne de sang rouge » – étaient régulièrement victimes de restrictions de leurs droits civiques. Un facteur a contribué à renforcer cette « violence intime » : la nature extrêmement fluctuante du front, les victimes devenant les perpétrateurs, et inversement, au fil de son évolution géographique.

La question des familles séparées est également abordée, et l'auteur met en avant un point important : cette séparation ne résulte pas seulement de mouvements de réfugiés, mais aussi d'actions des deux belligérants pour mettre la population « à l'abri » de l'influence de l'adversaire. Une fois la séparation actée, ces familles se trouvaient dans une position précaire, celle

d'un ennemi potentiel en raison de ses liens avec des habitants de l'État ennemi. Pendant des années, cette culpabilité collective a provoqué des crises morales dans de nombreuses familles écartelées entre le désir de se réunir et la crainte de se voir accusées.

Dans la dernière partie de son essai, l'auteur décrypte l'évolution des commémorations en Corée du Sud, ainsi que celle des représentations de la guerre dans les films et les romans, mettant en particulier l'accent sur les changements autour de la notion de fraternité Nord-Sud. Au final, Heonik Kwon offre une lecture indispensable à tous ceux qui s'intéressent à l'histoire contemporaine de la péninsule coréenne. Son essai est, à ce jour, un des récits les plus humains sur l'héritage durable de la guerre de Corée. Avec des détails historiques captivants et des cadres conceptuels innovants, l'auteur nous ouvre de nouvelles perspectives sur la conflictualité, la réconciliation, l'histoire et la mémoire. Pour lui, ce n'est qu'en respectant « le droit des morts à se souvenir » que nous pourrions vraiment dépasser les séquelles de la guerre froide, et « établir les amitiés et les solidarités nécessaires aujourd'hui ».

**Rémy Hémez**

## ÉCONOMIE

### FUTURES PAST: ECONOMIC FORECASTING IN THE 20<sup>TH</sup> AND 21<sup>ST</sup> CENTURY

Ulrich Fritsche, Roman Köster et Laetitia Lenel (dir.)  
Berlin, Peter Lang, 2020, 224 pages

L'ouvrage présente un historique et un état des lieux des prévisions économiques, domaine qui a connu beaucoup de désillusions, mais reste central dans la conduite des politiques économiques, les décisions des entreprises et l'évolution des marchés financiers. Il est issu d'une conférence tenue à Hambourg en octobre 2018, qui a réuni des économistes appliqués ou théoriciens, des spécialistes de l'histoire de la pensée économique et des sociologues.

L'introduction rappelle l'évolution des méthodes : la théorie des cycles économiques, la prolongation des tendances passées par des méthodes statistiques, les enquêtes auprès des entreprises et des ménages, les indicateurs précurseurs, le développement des modèles macroéconomiques structurels, puis la désillusion, le retour à l'analyse des données sans théorie, la vogue puis le déclin des anticipations rationnelles, les doutes après la crise financière de 2008, non anticipée par les prévisionnistes. Les prévisions s'inscrivent dans un contexte social. Les prévisionnistes travaillent dans des institutions spécifiques ; ils s'influencent mutuellement, tout particulièrement en Allemagne avec le « Diagnostic commun ». Les prévisions permettent aux agents de se coordonner sur un scénario commun. Elles peuvent être autoréalisatrices, ou auto-invalidantes.

Tara Sinclair montre que les prévisionnistes ont été incapables de prévoir les récessions. Celles-ci, issues de chocs exogènes et de non-linéarités, ne sont guère prévisibles. De plus, les prévisionnistes s'autocensurent, ne voulant pas risquer d'annoncer à tort une récession. Jan Logemann analyse l'histoire et l'usage des enquêtes sur la confiance des ménages. Marion Ronca, à partir de

L'exemple suisse, montre que les projections à long terme des années 1960-1970 visaient à décrire et à instaurer une croissance stable, que la rupture de 1974 a décrédibilisée. Timo Walter analyse la pratique moderne des banques centrales, qui se fixent l'objectif de guider les anticipations d'inflation des marchés financiers supposés rationnels vers leur scénario de futur projeté. À la limite, celui-ci devient si crédible qu'il est indépendant de la politique menée, et donc sa réalisation devient problématique.

Werner Reichmann décrit la production des prévisions économiques ; celles-ci ne résultent pas seulement de méthodes formalisées, mais aussi de réflexions collectives, d'interactions sociales et d'émotions, soit la capacité de rationaliser les informations qualitatives. Olivier Pilmis analyse le processus d'ajustement des prévisions aux nouvelles informations ; les organisations internationales jouent un rôle moteur ; les prévisions de long terme sont plus stables ; le moyen terme repose sur un retour à un scénario d'équilibre. Jörg Döpke, Ulrich Fritsche et Gabi Waldhof montrent que la crise financière de 2008 et la grande récession ont peu changé les méthodes des prévisionnistes allemands. Ceux-ci se voient comme des ingénieurs ; ils sont coupés des milieux académiques dominés par des théories néoclassiques opposées aux politiques économiques actives.

Cet ouvrage devrait intéresser les prévisionnistes, les utilisateurs des prévisions, et tous ceux qui s'intéressent aux pratiques de l'économie appliquée. Une telle réflexion interdisciplinaire conduite en France serait bienvenue.

**Catherine Mathieu  
et Henri Sterdyniak**

## IL FAUT TAXER LA SPÉCULATION FINANCIÈRE

Ivar Ekeland et Jean-Charles Rochet  
Paris, Odile Jacob, 2020, 240 pages

Ivar Ekeland, ancien président de l'université Paris-Dauphine, et Jean-Charles Rochet, professeur d'économie à l'université de Genève, analysent les effets néfastes de la spéculation, listant les diverses mesures destinées à lutter contre ce qui est devenu l'un des principaux fléaux de notre capitalisme financier.

La première partie du livre étudie l'emprise croissante de la spéculation sur nos sociétés et montre comment les grands épisodes de spéculation de ces derniers siècles ont contribué à créer et détourner des techniques financières de leur utilité économique fondamentale. La « tulipomanie » des années 1630 permet de développer les contrats à terme. 80 ans plus tard, John Law popularise la monnaie fiduciaire et le titre au porteur. Dans les décennies 1990 et 2000, c'est la titrisation qui alimente les excès d'endettement des entreprises et ménages américains. Les ingrédients de la spéculation sont souvent les mêmes : dérégulation financière, innovation technologique et politique monétaire expansionniste. On comprend mieux que ces vingt dernières années aient été marquées par un essor sans précédent de la spéculation, comme en attestent l'automatisation des échanges, le boom des marchés dérivés et des transactions à haute fréquence (THF), la prolifération des cryptomonnaies, et la financiarisation des matières premières et de la nature.

La deuxième partie expose les avantages et inconvénients de la spéculation. Celle-ci facilite la découverte des prix,

répartit plus efficacement les risques, finance les innovations et coordonne les anticipations. Les arguments contre la spéculation sont qu'elle déstabilise les marchés, accroît le « court-termisme », et surtout amplifie les comportements moutonniers, ce qui finit par empêcher de révéler le juste prix des actifs. Ekeland et Rochet en concluent que la spéculation nuit de plus en plus au bien-être social. C'est donc assez logiquement qu'ils avancent leurs propositions pour la réduire.

Après avoir rappelé que les mesures fiscales pesant spécifiquement sur l'activité financière – comme la taxe Tobin et la taxe sur les transactions financières (TTF) – sont difficiles à mettre en œuvre, ou susceptibles d'engendrer des distorsions, les auteurs mettent en avant deux propositions. Ils envisagent de supprimer les exemptions à la TTF et d'étendre son application à tous les marchés dérivés et de devises. Néanmoins, les banques trouveront sans doute le moyen de contourner cette taxe. Par conséquent, la préférence des auteurs va à l'instauration d'une micro-taxe sur toutes les transactions électroniques, présentant de nombreux attraits : son assiette serait très large, son taux très faible (moins de 0,5 %), sa transparence la rendrait socialement acceptable, et elle ponctionnerait plus les classes aisées que les classes populaires. Autre point crucial, elle diminuerait le nombre d'opérations purement spéculatives tels les achats/ventes multiples intra-journaliers et les THF.

L'ouvrage, particulièrement clair et convaincant, ne manque ni d'esprit ni d'humour. Les cinéphiles apprécieront les références au très bon film *Le Sucre* (1978) de Jacques Rouffio, qui illustre à merveille les engrenages spéculatifs.

**Norbert Gaillard**

## REMITTANCES AND INTERNATIONAL DEVELOPMENT: THE INVISIBLE FORCES SHAPING COMMUNITY

Sabith Khan et Daisha M. Merritt  
Abingdon, Routledge, 2020,  
216 pages

Les transferts de revenu des migrants vers leur pays d'origine (*remittances*) ont fortement augmenté depuis la fin du XX<sup>e</sup> siècle. Ils ont été estimés par la Banque mondiale à plus 650 milliards de dollars en 2019 contre 37 milliards en 1980 (soit une hausse d'environ 1 660 %). Outre la synthèse des recherches socioéconomiques sur les fondements des transferts et leurs effets, Sabith Khan et Daisha Merritt ont pour objectif de proposer des théories complémentaires. Ils adoptent pour cela une démarche inductive, leur analyse étant basée essentiellement sur deux paires de pays émetteurs-receveurs : Arabie Saoudite et Inde, et États-Unis et Mexique. Ce choix, bien que cohérent, mérite peut-être plus d'explications. Néanmoins, on ne peut que remarquer la variété d'enquêtes et données utilisées dans cet ouvrage pertinent qui évoque des aspects originaux de ces flux.

Les auteurs exposent d'abord les motifs d'envoi. Ils présentent ceux mentionnés dans la littérature économique comme – entre autres – l'altruisme ou l'investissement. De surcroît, ils fournissent une analyse sociologique en exposant notamment le rôle du genre, les concepts d'identification, d'assimilation ou d'intégration, les pratiques de communautés, et l'hypothèse du statut selon laquelle les transferts permettent aux migrants de retrouver un statut social au sein de leur communauté. Cette analyse, suivie d'une description des évolutions des moyens de transfert, permet aux auteurs

de présenter les montants et les coûts d'envoi.

La suite se focalise sur les pays précédemment cités pour analyser, dans les États émetteurs et receveurs, les relations entre ces flux, leurs déterminants, leur perception, leurs effets socioéconomiques et les politiques menées. Dépendant de motivations diverses, les transferts affectent le développement économique et les cultures, mais aussi la perception de l'immigration. Ainsi sont énumérés les programmes mis en place par certains pays receveurs pour limiter le blanchiment d'argent, diriger ces flux vers les dépenses productives, réduire les coûts et inciter à l'utilisation de services financiers. Ces flux sont souvent vus comme un outil de développement, mais leurs effets peuvent être négatifs en l'absence de politiques cohérentes. D'un autre côté, considérant les transferts comme étant une perte de revenu et comme étant parfois illégaux, certains États émetteurs expriment la volonté de taxer ces transferts, ou de réduire l'immigration. Cette partie aborde également le poids croissant des diasporas et des transferts dans les relations diplomatiques.

L'approche interdisciplinaire, tout comme les recherches de terrain, sont bienvenues. Néanmoins, chaque chapitre pouvant être considéré comme un travail autonome, le lecteur peut avoir des difficultés à comprendre leur ordre et le lien qui les unit. Cette organisation engendre de nombreuses répétitions tout au long de l'ouvrage. Le lecteur pouvait également s'attendre à une description plus précise des effets économiques, dans un chapitre dédié, recensant les multiples études existantes. Un tel chapitre aurait peut-être permis de mieux comprendre les diverses relations évoquées dans la

seconde moitié de l'ouvrage. Enfin, selon la littérature, certains effets des transferts diffèrent en fonction des pays. Dès lors, serait-il possible de mettre en évidence de nouvelles relations en intégrant des États supplémentaires dans l'analyse ?

Nicolas Destrée

## SÉCURITE/STRATÉGIE

---

### DEMAIN, LA GUERRE ? ÉTUDE SUR LE RISQUE DE GUERRE ENTRE LES ÉTATS-UNIS, LA CHINE ET LA RUSSIE

Adrien Schu, sous la direction de Jean-Marc Laurent  
Lormont, Le Bord de l'eau, 2020,  
192 pages

Rédigé par un chercheur, Adrien Schu, qui lui apporte sa rigueur scientifique – en témoignent ses très nombreuses références –, sous la direction d'un observateur des facteurs d'insécurité internationale, le général Jean-Marc Laurent, cet ouvrage a pour objectif de s'interroger sur les risques de guerre entre les trois grandes puissances nucléaires (États-Unis, Russie et Chine) alors que la période de stabilité post-Seconde Guerre mondiale semble s'achever.

La première partie décrit le contexte géopolitique actuel en partant du constat que la compétition entre les grandes puissances est de retour. Indiscutable depuis la fin de la guerre froide, l'hégémonie américaine est aujourd'hui contestée par la Russie et la Chine. Ces

deux États, qualifiés de révisionnistes par l'auteur en ce sens qu'ils cherchent à modifier l'ordre international établi depuis trente ans, considèrent que l'hégémonie américaine est une menace pour leur sécurité et la survie de leur régime, tant sur le plan militaire (élargissement de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord, OTAN) que normatif : les valeurs véhiculées par les États-Unis (démocratie, droits de l'homme) sont sources de déstabilisation pour ces régimes autoritaires. De plus, alors qu'ils cherchent à reconquérir la place qu'ils estiment leur être due sur le plan international et régional, ces deux États voient les États-Unis comme un obstacle à leurs ambitions.

Pour les auteurs, si elle est contestée, l'hégémonie américaine demeure, tant son avance technologique et son arsenal militaire sont grands. Cependant, si cette suprématie militaire reste incontestable au niveau global, elle l'est moins au niveau régional. Si les États-Unis devaient intervenir localement, leurs forces seraient diluées, et la Russie et la Chine ont les moyens de contester la puissance américaine dans le haut du spectre au niveau régional dans leur sphère d'influence.

La deuxième partie de l'ouvrage analyse la stabilité de l'équilibre nucléaire entre les trois puissances. Les innovations technologiques en matière de précision et de détection pourraient remettre en cause leurs capacités de frappe en second (pilier de la dissuasion). De même, les initiatives américaines dans le domaine des frappes conventionnelles rapides, ou de la défense anti-missile, inquiètent la Russie et la Chine qui répondent en modernisant et développant leur arsenal, la Chine menant en parallèle une réflexion doctrinale. Malgré tout, les auteurs prévoient le

maintien de l'équilibre actuel à l'horizon 2030.

La troisième partie est consacrée au risque de guerre régionale limitée. En écartant les concepts de guerre hybride et de zone grise, l'ouvrage s'appuie sur la théorie de la stratégie indirecte du général Beaufre pour expliquer les raisons et les modalités d'action de la Chine et de la Russie. Elles agissent d'une part en utilisant leur faible marge de manœuvre pour avancer leurs revendications révisionnistes sans susciter de réaction de Washington. D'autre part elles pourraient tenter de dissuader une intervention américaine par l'emploi coercitif d'armes nucléaires ou en développant leurs capacités de déni d'accès.

Dans leur conclusion, les auteurs évoquent le débat américain sur la stratégie à adopter face aux agissements de la Russie et de la Chine : défensive ou offensive ? Au bilan, un livre qui apporte une vision claire, quoique quelque peu optimiste, sur la supériorité américaine, et les enjeux stratégiques pour les dix prochaines années.

**Michel Pesqueur**

## LES OPÉRATIONS EXTÉRIEURES DE LA FRANCE

Julian Fernandez et Jean-Baptiste Jeangène Vilmer (dir.)  
Paris, CNRS Éditions, 2020,  
344 pages

Comblant progressivement un vide, les publications sur les opérations extérieures (OPEX) françaises se multiplient depuis quelques années. Ce sont souvent des témoignages, plus rarement

des études. Ce volume sorti directement au format poche, dirigé par Jean-Baptiste Jeangène Vilmer, directeur de l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire (IRSEM) et Julian Fernandez, professeur de droit public à l'université Panthéon-Assas, apporte sa pierre à ce champ d'étude en construction, en se concentrant sur les OPEX les plus récentes.

Dans l'introduction, les auteurs reviennent sur le concept d'OPEX, tirant des leçons de la longue expérience française : « accepter de ne pas pouvoir peser partout pour pouvoir continuer à peser là où nos intérêts l'exigent » ; « éviter d'agir seul mais assumer pleinement le recours à la force » ; « donner du sens » ; favoriser le « travail de mémoire ». Ils posent également une question centrale : la France a-t-elle les moyens de ses ambitions ?

Le livre est ensuite organisé en deux parties. La première – « le cadre d'intervention » – se consacre pour l'essentiel aux aspects juridiques. Trois contributions interrogent les liens entre les OPEX et le *ius ad bellum*, le *ius in bello* et le *ius post bellum*. Une quatrième, écrite par Nabil Hajjami, déconstruit la crainte de judiciarisation, arguant qu'« en l'état, le droit pénal et le droit militaire français neutralisent tout risque de judiciarisation entendue comme une instrumentalisation susceptible de sérieusement déstabiliser l'institution militaire ». Cette première partie comprend également une intéressante contribution d'Olivier Schmitt sur la culture stratégique française, qui « se caractérise au niveau politico-stratégique par une préférence pour l'emploi de la force et une facilité institutionnelle à le faire, au service d'une conception ambitieuse du rôle international du pays ». Bénédicte Chéron offre, quant à elle, une synthèse éclairante du

traitement médiatique des OPEX, et montre bien le retour d'une « finalité combattante plus affirmée ».

La seconde partie de l'ouvrage est dédiée à des « retours d'expérience ». En sept textes, des militaires reviennent sur les opérations auxquelles ils ont participé. Jean Michelin évoque l'Afghanistan, en soulignant notamment le changement générationnel qu'a marqué cette OPEX et en évoquant les questions de mémoire. Hervé Pierre fait part de réflexions tactiques passionnantes sur l'emploi de la « contre-réaction » dans des contextes profondément différents, en Afghanistan et au Mali. Brice Erbland décrit l'emploi plein d'audace et de ruses des hélicoptères de l'armée de Terre en Libye en 2011. L'amiral Pierre Vandier expose l'engagement du porte-avions *Charles de Gaulle* lors de l'opération Arromanches en 2015, en soulignant la flexibilité tactique apportée par ce navire et l'outil politique qu'il représente. Le général Michel Delpit ouvre des perspectives passionnantes sur l'emploi des forces spéciales de l'Afghanistan au Mali, tout en soulignant que ces dernières sont sans doute arrivées au bout d'une étape et doivent se réinventer.

En conclusion de cet ouvrage, Michel Goya livre une analyse pertinente de l'importance que revêt le récit de ces OPEX, puisque « raconter est indispensable à l'évolution ». Au bilan, on ne peut que conseiller la lecture de cet ouvrage collectif extrêmement riche à tous ceux qui s'intéressent aux questions militaires et stratégiques.

**Rémy Hémez**

## LES SENTIERS DE LA VICTOIRE. PEUT-ON ENCORE GAGNER UNE GUERRE ?

Gaïdz Minassian

Paris, Passés composés, 2020,

712 pages

Dans cet ouvrage très riche, l'auteur, journaliste et politologue, livre une réflexion salutaire au terme d'une analyse du concept de victoire dans les relations internationales. À rebours d'une littérature française qui se contente bien souvent de pointer du doigt les errements stratégico-politiques qui ont entraîné l'Occident dans des guerres sans fin desquelles il ne sait plus sortir vainqueur, Gaïdz Minassian propose une approche originale et subtile pour dépasser l'aporie apparente qui entoure aujourd'hui le concept de victoire dans la réflexion stratégique. En proposant une alternative à la dialectique de la force et de la ruse au travers de la parabole homérique de la rencontre entre Achille, Ulysse et Hector, il dresse les contours d'une troisième voie permettant de sortir de l'ornière : celle de l'humilité.

Le livre s'ouvre sur le dialogue entre les deux Achéens, auquel assiste, impassible, le héros de Troie. À partir de cet échange, qui sert de fil rouge à une réflexion en quatre parties, l'auteur retrace d'abord l'évolution du concept de victoire à travers les âges. De sa formation jusqu'à son éclatement au sortir de la Première Guerre mondiale, en passant par des phases successives de reconstruction, d'intégration et de fusion, l'auteur s'attache à montrer toute l'ambivalence que recouvre la notion de victoire, pour mieux mettre en lumière ses contradictions actuelles. Il montre ainsi à quel point le logiciel des États occidentaux, exorbitant de l'ordre westphalien et imprégné de

l'illusion clausewitzienne de la victoire décisive, est en décalage avec la « *bellicisation* de l'espace mondial », un espace désormais théâtre de guerres sans fin et de conflits infra-étatiques.

Si « la victoire [...] est devenue un corps étranger au XXI<sup>e</sup> siècle », est-il légitime de se demander si l'on peut encore gagner une guerre ? L'auteur nous apprend que c'est justement parce que la grammaire de la conflictualité a évolué qu'il est plus que jamais nécessaire de définir précisément la notion de victoire, afin de mieux s'en affranchir. La deuxième partie du livre échafaude donc un édifice théorique de la victoire. Appelant à une nouvelle sociologie de la victoire, l'auteur tâche de donner corps au concept, avec ce qu'il nomme la « pyramide de la victoire ». Pour lui, « tant que l'homme ne se libérera pas du magnétisme de la pyramide de la victoire, tant que son imaginaire restera aimanté par la sacralité de la victoire, il continuera d'empiler les désillusions et d'écrire aveuglément le script de ses victoires virtuelles, en décalage complet avec le monde ».

Distinguant quatre paradigmes de la victoire – gestion de crise de haute intensité, gestion de crise de basse intensité, guerre sans fin et sortie de crise – l'auteur s'interroge, à la lumière des conflits contemporains sur l'entêtement des chefs militaires et des dirigeants politiques à s'enfermer dans des théories de la victoire inefficaces. Pour Gaïdz Minassian, le but de toute grande stratégie devrait être avant tout de gagner la paix, qu'elle passe ou non par une victoire militaire. Une manière d'y parvenir, selon lui, est dès lors de penser une victoire comme une norme d'humilité, et une norme post-conflit. En définitive, la meilleure manière de s'orienter sur « les sentiers sinueux de

la victoire » est encore, comme Hector, de faire appel à son humanité !

Raphaël Briant

## TERRORISME

### RADICALIZATION TO TERRORISM: WHAT EVERYONE NEEDS TO KNOW

Sophia Moskalenko  
et Clark McCauley  
Oxford, Oxford University Press,  
2020, 320 pages

Experts en psychologie sociale de la radicalisation, Sophia Moskalenko et Clark McCauley, déjà auteurs en 2008 d'une modélisation de la radicalisation qui fait référence, signent là un ouvrage très didactique, organisé en parties abordant chacune une question spécifique : « qu'est-ce que la radicalisation ? », « qu'est-ce que le terrorisme et comment devient-on terroriste ? », « est-il possible de prévenir la radicalisation menant au terrorisme ? »...

La construction encyclopédique de l'ouvrage facilite une lecture non linéaire, permettant d'aller directement à une question d'intérêt. Elle en fait un *vade-mecum* très précieux pour des praticiens de première ligne et un large spectre de professionnels confrontés à des thématiques facilement polémiques. Pour autant, les auteurs assument un certain nombre de positions originales, et s'en justifient dans leurs deux premiers chapitres : « Qui sommes-nous pour parler de radicalisation et de terrorisme ? » et « Quelle sorte de biais apportons-nous dans ce livre ? ».

Leur définition de la radicalisation est « le processus selon lequel un individu ou un groupe accepte de façon croissante la violence au nom d'une cause ». Choix fort, là où nombre de définitions de la radicalisation incluent une référence à l'extrémisme, mais pas systématiquement à la violence<sup>1</sup>. Cette évacuation de l'idéologie permet de totalement dé-stigmatiser le terme de radicalisation, dont les auteurs considèrent qu'elle peut prendre des formes positives dès lors que le recours à la violence est justifié par la loi ou la morale. Rappelons qu'à ce jour, la doctrine française repose sur la seule définition de Farhad Khosrokhavar, qui inclut à la fois une référence à la violence et à l'extrémisme. Les auteurs replacent donc ici la radicalisation comme une polarisation, impliquant l'ensemble de la société dans ce que les auteurs désignent comme « politique ju-jitsu ».

Les auteurs reviennent aussi sur l'image, très disputée, du « tapis roulant » (*conveyor belt*) qui emporterait les personnes aux idées radicales vers des actions radicales (violentes). Ils soutiennent que cette image est fautive et contre-productive, et vont même jusqu'à défendre le rôle que peuvent jouer des organisations radicales pour contrer la radicalisation violente.

On relèvera toutefois quelques faiblesses, notamment sur le terrain des relations internationales. On regrettera ainsi de ne voir établir une longue énumération d'interventions militaires occidentales dans des pays musulmans afin de discuter la thèse de leur relation au terrorisme djihadiste, sans prendre en compte les différences de nature, de contexte et de mandats entre ces interventions.

1. Voir la distinction établie par Xavier Crettiez entre radicalisation cognitive et comportementale, la seconde désignant celle qui recourt à la violence.

Les auteurs apportent toutefois des éclairages passionnants sur les différences entre radicalisation individuelle et radicalisation de groupe, et se penchent, concernant cette seconde forme, sur les « manipulations identitaires de masse », qui reposent principalement sur deux ressorts : la simplicité cognitive et le pouvoir émotionnel.

Enfin, alors que le livre est largement consacré au terrorisme, notamment djihadiste, il se termine sur des considérations beaucoup plus nationales et politiques. L'élection de Donald Trump est ainsi décrite comme le résultat d'une radicalisation de son électorat.

**Nicolas Hénin**

### THE CARAVAN: ABDALLAH AZZAM AND THE RISE OF GLOBAL JIHAD

Thomas Hegghammer  
Cambridge, Cambridge University Press, 2020, 696 pages

Fruit d'années de recherches, *The Caravan* est un ouvrage imposant dans tous les sens du terme. Par son volume, d'une part, auquel s'ajoute, pour lecteurs insatiables, un site web (azzam-book.net) permettant d'explorer de nombreux documents d'archives. Par son contenu, d'autre part : il constitue un apport important à l'historiographie du terrorisme contemporain, et sa lecture s'impose à tous ceux qui veulent comprendre finement les origines d'al-Qaïda. Il ne se contente pas de décrire la vie et l'œuvre d'un idéologue majeur du djihadisme transnational : il nous plonge dans l'atmosphère du Peshawar des années 1980, avec ses réfugiés, ses travailleurs humanitaires, ses espions et ses volontaires affluant du monde arabe

pour soutenir les moudjahidines afghans contre l'envahisseur soviétique.

Abdallah Azzam (1941-1989) avait de multiples visages. Il se fait d'abord connaître comme intellectuel. Diplômé des universités d'Amman et Damas, il obtient en 1973 un doctorat en droit islamique de l'université Al-Azhar au Caire. Il démarre alors une carrière d'enseignant, qui le conduit notamment en Arabie Saoudite, et publie plusieurs ouvrages dont *Le Cancer rouge* en 1980. Parallèlement à sa carrière académique, il se fait remarquer pour son militantisme islamiste : dans les années 1970, il gravit les échelons des Frères musulmans, jusqu'à devenir un des principaux responsables de cette organisation en Jordanie. Ses critiques du régime lui valent d'être expulsé du royaume hachémite. Il est surtout connu enfin pour son engagement guerrier : originaire de Cisjordanie, il fait ses premières armes contre Israël à la fin des années 1960, mais c'est surtout sa contribution au djihad afghan qui le fera entrer dans la postérité.

En 1981, Azzam s'installe avec sa famille au Pakistan, dans le cadre d'un programme de coopération scientifique conduit par son université saoudienne. Son engagement en faveur des moudjahidines va alors croissant. Il parcourt le monde – y compris l'Amérique du Nord et l'Europe – pour sensibiliser à la cause afghane et organise des campagnes de levée de fonds. Il s'éloigne progressivement des Frères musulmans, qui acceptent de fournir une aide financière et logistique mais refusent de s'engager dans les combats.

En 1984, avec le soutien d'Oussama Ben Laden, il crée le Bureau des services, structure chargée d'acheminer des combattants arabes en Afghanistan. Il

publie une *fatwa* affirmant que la participation au djihad afghan est une obligation individuelle pour tous les membres de *l'oumma*, argument développé dans un livre qui demeure une référence de la mouvance djihadiste : *La Défense des territoires musulmans* (1985). Son action entraîne une hausse spectaculaire du nombre de volontaires arabes, qui passent d'une centaine en 1984 à plusieurs milliers dans les années qui suivent.

En novembre 1989, alors que les moudjahidines afghans ont triomphé de l'Armée rouge, Abdallah Azzam est assassiné dans des circonstances troubles. L'auteur de *The Caravan*, le chercheur norvégien Thomas Hegghammer, se lance sur la trace des tueurs. Plusieurs pistes sont envisagées – règlement de comptes inter-djihadiste, assassinat par les services pakistanais (ISI), russes (KGB), américains (CIA), de israéliens (le Mossad) –, mais le mystère persiste. Une chose est sûre : si l'« imam du djihad » a disparu voici plus de trente ans, ses œuvres lui survivent et son influence reste considérable.

Marc Hecker

## ÉCOLOGIE/CLIMAT

### ROUGE CARBONE

Laurent Fabius  
Paris, Éditions de l'Observatoire,  
2020, 256 pages

2020 devait être une année charnière pour les négociations climatiques internationales. Cinq ans après son adoption, l'accord de Paris entrait en

application, et l'ensemble des États étaient invités à présenter de nouveaux engagements à l'occasion de la COP26, prévue à Glasgow en novembre. Dans la perspective de ce « moment de vérité », Laurent Fabius entendait dresser un bilan des progrès accomplis depuis la COP21, la grande conférence sur le climat qu'il avait préparée et présidée en sa qualité de ministre des Affaires étrangères. La crise du COVID-19 a toutefois conduit au report de la prochaine COP à 2021, et la publication de *Rouge Carbone* intervient finalement en décalage de l'agenda diplomatique. Mais l'analyse conserve sa pertinence : elle est utilement complétée par un parallèle entre crises sanitaire et climatique, et contribue à la réflexion au long cours sur les ressorts de la coopération internationale autour des enjeux environnementaux.

Sans surprise, Laurent Fabius souligne la nécessité et l'urgence du combat climatique en s'appuyant sur les derniers travaux des climatologues, des institutions internationales et des organisations non gouvernementales. Il relève l'insuffisance des efforts déployés pour maîtriser l'évolution des émissions mondiales, précise les difficultés à entretenir la dynamique alors que les conséquences du réchauffement climatique sont perçues de manière diffuse et collective, et pointe la nécessité d'une conception élargie des enjeux environnementaux associant climat, biodiversité et lutte contre la pollution. Se référant à l'état actuel des connaissances, Laurent Fabius tente également de définir des attentes raisonnables concernant les différents leviers d'action, comme le déploiement des technologies bas-carbone ou le verdissement de la finance.

Son propos gagne en originalité lorsqu'il évoque la position des grands

pays émetteurs dans les négociations climatiques, à commencer par celle des États-Unis de Donald Trump. Là où d'autres minimisent la portée de l'élection présidentielle de 2016, Laurent Fabius voit une calamiteuse régression, qui a conduit à un tel relâchement de la pression internationale que les autres parties refusent aujourd'hui les avancées nécessaires. Le président de la COP21 reconnaît alors que l'accord de Paris est appliqué de manière déficiente, mais il tempère aussi les arguments de ceux qui dénoncent l'inefficacité de la négociation interétatique au sein des Nations unies. Il rappelle utilement que les COP sont la seule occasion de confronter les États à leurs responsabilités sous le regard de l'opinion mondiale. Toutes les initiatives sont bienvenues, mais aucune ne peut remplacer les engagements formels des États et le suivi de leur application.

S'il défend la complémentarité entre grandes décisions et petits gestes, Laurent Fabius soutient aussi que les négociations climatiques gagneraient en efficacité si un temps plus long était consacré à l'examen comparé des résultats nationaux, ou encore si les gouvernements étaient appelés à formuler des plans de transition juste, incluant des mesures d'accompagnement des secteurs intenses en carbone. Comme la crise du COVID-19 invite aux remises à plat et qu'il n'est plus nécessaire de préparer la COP26 dans la précipitation, il faut espérer que certaines de ces pistes seront explorées sérieusement.

**Carole Mathieu**

## NOUVELLES TECHNOLOGIES

---

### GAFA : REPRENONS LE POUVOIR !

Joëlle Toledano

Paris, Odile Jacob, 2020, 192 pages

L'essai de Joëlle Toledano questionne le rôle des GAFA (Google, Apple, Facebook et Amazon) dans la sphère politique et économique mondiale, et propose des pistes de réflexion pour se libérer de leur emprise sur nos économies. Voici vingt ans, Google et Amazon étaient des *start-ups*, Facebook n'existait pas et Apple entamait avec le retour de Steve Jobs sa deuxième vie. Deux décennies plus tard, les GAFA font partie des entreprises les plus puissantes du monde, et la crise du coronavirus les a encore renforcées. La pandémie a en effet constitué une incontestable aubaine pour les grandes plateformes numériques, au point qu'elles figurent désormais au cœur des rapports de puissance.

Contrairement aux autres plateformes numériques, chacun de ces « empires » a réussi à sa façon à étendre ses activités pour créer de puissants écosystèmes, devenus des places fortes. Les pratiques abusives de chacun des quatre GAFA sont largement connues et documentées, sans même parler de leur savoir-faire en matière d'optimisation fiscale, de l'impact d'Amazon sur le commerce traditionnel et les emplois, ou encore des défis démocratiques significatifs posés par les contenus haineux et les manipulations informationnelles que véhiculent les réseaux sociaux.

L'ouvrage dresse surtout un constat d'échec de la régulation, qui n'agit

qu'*a posteriori*, une fois les dérives identifiées. L'auteur suggère très justement de s'attaquer à l'opacité – terme qui revient tout au long de l'ouvrage – du fonctionnement de ces acteurs, en déconstruisant la « boîte noire » des algorithmes, en inspectant la complexité des relations économiques à l'intérieur des écosystèmes, et en comprenant les mécanismes de création de valeur par la publicité (ciblée).

Que nous disent le modèle économique des GAFA et ses conséquences sur la régulation ? Pour l'auteur, ce modèle ne s'appuie que sur des rendements infiniment croissants. Passé le nombre de clients qui permet de rentabiliser l'investissement, tous les autres génèrent du profit pur, avec une croissance exponentielle due à l'effet de réseau. S'enclenche alors une mécanique qui voit son efficacité progresser avec le nombre de données recueillies par le moteur de recherche de Google, les discussions sur Facebook, les abonnements chez Amazon, ou le magasin d'applications d'Apple. Les concurrents sont évincés ou rachetés.

Joëlle Toledano propose *in fine* une régulation individuelle plutôt qu'un appel au démantèlement, comme le préconisait un récent rapport de la commission *antitrust* de la Chambre des représentants américaine. Prendre des mesures marché par marché constituerait ainsi la solution la plus réaliste à court et moyen termes. Dans ce tableau où l'économie est omniprésente, Joëlle Toledano n'occulte pas les implications de puissance. Si le Congrès – désormais à majorité démocrate – pourrait prendre des mesures afin d'encadrer les GAFA et mieux protéger les consommateurs, « pronostiquer un accord politique de plus grande ampleur paraît peu vraisemblable ».

Référence indirecte est ici faite au contexte de compétition technologique entre États-Unis et Chine, et à la réticence des décideurs américains à entraver leurs entreprises qui investissent et innoveront le plus. Vis-à-vis de l'Europe, cette approche se traduit par un soutien sans faille des autorités fédérales aux GAFA quand Bruxelles ou les capitales européennes entreprennent des actions de régulation.

**Julien Nocetti**

### INFORMATION TECHNOLOGY AND MILITARY POWER

Jon R. Lindsay  
Ithaca, Cornell University Press,  
2020, 304 pages

L'émergence des technologies numériques, la complexité croissante des conflits armés, la reconfiguration du champ de bataille ont mis en lumière l'importance centrale de l'information comme moyen de gestion de l'incertitude dans les opérations militaires.

Jon R. Lindsay étudie le processus dynamique d'ajustement entre l'environnement opérationnel et stratégique d'une part (le problème externe), et l'environnement organisationnel d'autre part (la solution interne). Mettant l'accent sur le rôle de la pratique informationnelle comme effort de coordination de la connaissance et du contrôle, l'étude de Lindsay rappelle que les organisations militaires sont des ensembles socio-techniques gérant le chaos et la complexité face à un adversaire dans un contexte propice à la friction.

L'ouvrage procède ainsi à un travail d'analyse et de synthèse pour mieux

cerner les paramètres encadrant la pratique informationnelle. Celle-ci est modélisée comme un cycle de contrôle à travers lequel l'organisation mesure son environnement, coordonne l'information (représentations et processus) et agit afin de faire coïncider l'état actuel avec l'état voulu. En second lieu, la stabilité de la pratique informationnelle est fonction du type d'environnement rencontré (contraint ou hétérogène) et du type de solution envisagée (institutionnalisée ou organique). Deux modèles sont optimaux : les pratiques découlant d'une gestion institutionnalisée dans un contexte contraint et défini ; les pratiques découlant d'une adaptation organique dans un contexte hétérogène ou émergent. Deux d'entre elles dégradent les performances : les pratiques découlant du renfermement de l'organisation sur ses procédures et ses approches préférées dans un contexte hétérogène ou nouveau ; les pratiques résultant d'adaptations organiques dispersées et mettant en péril la coordination entre les acteurs (opérations en coalition). L'auteur dynamise ce modèle en montrant qu'il s'agit de quatre phases d'un cycle structuré par la dialectique entre nécessité de réforme (pour coordonner les pratiques et les institutionnaliser) et impératif d'exploitation (pour s'adapter aux propriétés émergentes des opérations). Ainsi, il n'existe pas de système stable de pratiques informationnelles permettant de toujours être ajusté à la mission demandée, et la friction peut tout autant créer des obstacles qu'offrir des espaces de créativité. Solutions et problèmes se nourrissent donc dans un cycle de complexification croissante.

L'ouvrage ne cherche ainsi pas tant à trancher dans un débat sur les technologies de l'information qu'à jeter un regard pragmatique sur ce phénomène. L'auteur propose d'adopter des pratiques de gestion adaptative permettant

de maximiser les atouts de l'adaptation décentralisée et de la coordination centralisée.

Empruntant à une large littérature allant de la sociologie des organisations à la sociologie des sciences et des techniques, Lindsay fait aussi appel à une approche ethnographique poussée permettant de mieux saisir les usages, conformes ou non, par lesquels les acteurs s'emparent effectivement des technologies de l'information. Quatre études de cas structurent l'ouvrage et démontrent la richesse empirique de sa recherche. Cette dernière, qui ouvre sans contester un nouvel agenda interdisciplinaire, apporte des effets de connaissance aussi riches qu'indéniables. Elle souligne aussi l'urgence de se déprendre des illusions du contrôle.

**Stéphane Taillat**

## AFFAIRES PRIVÉES. AUX SOURCES DU CAPITALISME DE SURVEILLANCE

Christophe Masutti

Caen, C&F Éditions, 2020,

480 pages

Christophe Masutti allie le regard de l'historien, l'expérience du praticien et la démarche militante dans cette somme sur la surveillance numérique et la vie privée en ligne : universitaire, *hacktiviste* et administrateur du réseau Framasoft dédié au logiciel libre, l'auteur s'approprie, autant qu'il déconstruit, le concept de « capitalisme de surveillance ».

Introduit par la *Monthly Review* en 2014 pour décrire les stratégies d'hégémonie américaine *via* le numérique et popularisé par Soshanna Zuboff dans *The Age of Surveillance Capitalism* (2019), il désigne à

la fois un modèle d'économie numérique, un état de marchandisation invasive de l'espace en ligne, et une source de connaissances, de profit et de pouvoir convoitée. Pour Soshanna Zuboff, si le capitalisme du XX<sup>e</sup> siècle reposait sur la production de masse et la montée des revenus de la classe moyenne, le capitalisme du XXI<sup>e</sup> siècle reposerait sur la surveillance : l'extraction de données personnelles à l'insu des usagers.

Mais là où celle-ci voit un ensemble de pratiques coercitives à l'égard des individus, qui les contraignent à vivre dans une économie immorale – avec l'idée toutefois qu'une réforme est possible –, Christophe Masutti envisage un prisme plus global. Ainsi, une « culture de la surveillance » – partagée par tous les acteurs du système international – structurerait nos sociétés et imposerait les technologies numériques comme moyens d'appréhender le monde. En d'autres termes, l'économie numérique s'appuierait essentiellement sur des processus culturels et des choix collectifs qui constituent non des contraintes, mais des propositions de vie. Dans sa dernière partie, l'auteur considère les modèles issus du logiciel libre et des services ouverts comme une résistance à ce capitalisme de surveillance, mais aussi comme une préfiguration de ce que pourrait être une économie de la contribution généralisée.

Pour Masutti, la surveillance est un enjeu organisationnel : les projets de contrôle à grande échelle des populations, exercés au moyen de traitements massifs et automatisés de l'information furent, à l'origine, conçus plus pour créer des schémas de gouvernance profitables que pour devenir des instruments de pouvoir. Les techniques d'acquisition et de gestion de l'information en masse servent, avant tout, à la rationalisation des procédures, à

la gestion des services, et à construire des modèles spécifiques de relations, de travail, etc.

Mais la rationalisation a ouvert les portes d'une nouvelle forme de pouvoir, à la fois pour les géants du numérique qui savent exploiter les données, et pour les pouvoirs politiques. Il n'est pas anodin qu'un phénomène comme le *nudge*, à l'origine propre au marketing et destiné à provoquer une décision du consommateur, soit devenu un outil des campagnes électorales : les phénomènes de rationalisation internes aux entreprises se sont étendus aux institutions et aux processus politiques. Les récentes élections américaines en constituent une parfaite illustration.

Masutti n'évade pas la problématique du « solutionnisme technologique », revenue dans le débat depuis la crise du COVID-19 : le capitalisme de surveillance « transforme la politique lorsque les monopoles technologiques font assimiler aux États une doctrine qui stipule que chaque problème a une solution technique » (qu'ils sont à même de produire). Le succès apparent des « doctrines » montre bien, *in fine*, la sensibilité des interactions entre États et *Big Tech*.

**Julien Nocetti**

## EUROPE

---

### **POLICY RESPONSES TO THE RADICAL RIGHT IN FRANCE AND GERMANY: PUBLIC ACTORS, POLICY FRAMES, AND DECISION-MAKING**

Bénédicte Laumond  
Abingdon, Routledge, 2020,  
256 pages

Basé sur une thèse de 2017, cet ouvrage a encore gagné en actualité avec le meurtre de Walter Lübcke, président du district de Kassel le 15 juin 2019, l'attaque antisémite contre une synagogue à Halle le 9 octobre 2019, ainsi que l'assassinat de neuf personnes dans deux bars à chicha à Hanau le 20 février 2020. L'analyse de l'extrémisme et du terrorisme de droite sort d'une niche scientifique pour s'exposer aux projecteurs médiatique et politique.

L'observation et l'évaluation françaises de la lutte allemande contre les menaces d'extrême droite sont souvent limitées par l'ignorance des possibles champs d'action allemands en la matière, ainsi que par la méconnaissance de la vision démocratique propre à l'Allemagne. Ainsi, la présente publication a une valeur ajoutée scientifique incontestable. L'extrémisme de droite étant également une menace en France et dans d'autres démocraties européennes, cette publication doit aussi être vue comme un cadre de référence pour les meilleures pratiques dans la lutte contre l'extrême droite. Le texte évalue notamment la manière dont les deux démocraties, France et Allemagne, abordent le paradoxe de la tolérance : comment des démocraties libérales peuvent-elles

restreindre les droits qu'elles défendent – comme la liberté d'expression – pour réprimer les forces intolérantes qui menacent la démocratie ?

Un résultat de la recherche se distingue particulièrement. En Allemagne, les principes hérités de la démocratie militante de Loewenstein ont été inscrits dans la Loi fondamentale et, à partir de ces fondements juridiques, les acteurs politiques et étatiques ont élaboré une doctrine d'État qui empêche l'ordre démocratique de subir les menaces politiques extrémistes. La démocratie militante (*wehrhafte Demokratie*) est par conséquent une caractéristique clé de la politique allemande, qui s'exprime à travers des institutions comme l'Office fédéral pour la protection de la Constitution, et une politique anti-extrémiste bien établie. La construction d'une politique de répression du radicalisme politique, avec une distinction claire séparant l'extrémisme du reste du spectre politique – le premier étant une menace pour l'ordre constitutionnel et donc considéré comme anticonstitutionnel – a permis à l'Allemagne de s'adapter au paradoxe de la tolérance.

En France, le raisonnement des décideurs politiques est que le radicalisme de droite ne doit pas être abordé en termes politiques, sauf si les groupes sont violents ou expriment des opinions racistes. Il est ainsi plus difficile d'identifier un cadre juridique complet permettant de combattre le radicalisme politique. Malgré tout, le cadre juridique français offre aujourd'hui un ensemble hétérogène de mesures axées sur la répression de la violence et du racisme qui, dans la pratique, contribuent à une répression efficace du radicalisme de droite.

Cet ouvrage doit être recommandé à tous ceux qui souhaitent examiner de

près les réponses politiques apportées en Allemagne et en France à la montée de l'extrémisme de droite. Il est également une référence précieuse pour qui veut comparer les cultures politiques de l'Allemagne et de la France, qui ne sont pas toujours comprises dans leurs subtilités par les différents acteurs politiques et médiatiques.

**Nele Wissmann**

## AFRIQUE

### **POLITICAL VIOLENCE IN KENYA: LAND, ELECTIONS, AND CLAIM-MAKING**

Kathleen Klaus  
Cambridge, Cambridge University  
Press, 2020, 374 pages

Kathleen Klaus propose un ouvrage empiriquement riche, croisant l'analyse des relations foncières, de la compétition électorale, de la sociologie des mobilisations et des régimes politiques au Kenya.

Les élections générales de 2007 constituent le point de départ de l'ouvrage : Raila Odinga, le candidat du parti d'opposition Orange Democratic Movement, conteste la réélection du président sortant, Mwai Kibaki (Party of National Union). Odinga appelle alors l'opposition à se mobiliser en masse, ce qui se traduit par des violences dans les zones rurales, et urbaines provoquant la mort de 1 500 personnes et le déplacement de 600 000 autres.

Si l'auteur articule deux objets de recherche complexes, les violences

électorales et la politisation des régimes fonciers, elle formule une question simple à laquelle répondent les huit chapitres : pourquoi des mobilisations violentes avant, pendant et après les élections s'observent-elles dans certaines localités et non pas dans d'autres ? Elle argumente que la violence électorale est une production conjointe entre les objectifs politiques des élites et les préoccupations de citoyens dits ordinaires.

L'ouvrage met la focale sur les dynamiques locales, se distinguant ainsi des travaux qui décrivent les violences électorales comme un phénomène national. Il compare le déroulement des événements post-électorales dans différentes circonscriptions dans la région de la Vallée de Rift (Nakuru et Uasin Gishu) – où se sont concentrées les violences autour des élections en 2007-2008 – et dans la région de la Côte (Kwale et Kilifi) où la situation a été plutôt calme.

D'où la conclusion : la violence électorale est susceptible d'éclater d'abord lorsque deux communautés ethniques avoisinantes disposent de différents degrés de sécurité et de droits financiers. Sur cette inégalité, les communautés construisent, deuxièmement, des « discours fonciers contentieux » désignant l'autre groupe ethnique comme étant à l'origine de l'insécurité foncière. Ces rivalités ethniques exacerbées par la crainte de perdre l'accès aux terres sont exploitées par les candidats lors des campagnes électorales dans une logique de patronage.

En combinant un regard historique et une analyse fine des relations contemporaines entre gouvernants et gouvernés, cette recherche présente à juste titre les rapports au foncier comme l'épine dorsale de la (trans)formation de l'État et de la vie politique au Kenya.

Le travail de Klaus ne se limite pourtant pas à l'analyse des politiques foncières. Son ouvrage cherche à alimenter plusieurs corpus, y compris sur les mobilisations électorales, sur les dynamiques ethniques et, plus généralement, sur la trajectoire historique du régime politique kenyan. Si cette approche lui permet d'écrire un livre pouvant intéresser un large public, elle en rend la lecture parfois fastidieuse, notamment lorsque la richesse des matériaux empiriques paraît se perdre dans l'argumentation théorique.

Si l'ouvrage offre une lecture complète de l'histoire des relations entre la lutte pour les votes et la politisation du foncier au Kenya, il reste à savoir si la décentralisation des fonctions publiques vers les comtés, en cours depuis l'adoption de la Constitution de 2010, corrobore ces résultats, ou invite plutôt à les repenser.

**Sina Schlimmer**

### MUSLIM FAITH-BASED ORGANIZATIONS AND SOCIAL WELFARE IN AFRICA

Holger Weiss (dir.)

Londres, Palgrave Macmillan, 2020, 312 pages

Composé de dix chapitres illustrés par de nombreux cas d'études, ce livre collectif traite de l'institutionnalisation et de la modernisation de la charité islamique en Afrique subsaharienne, notamment sous la forme d'organisations non gouvernementales (ONG). Il se focalise en particulier sur la dîme (*zakat*) que les musulmans sont censés payer quand leurs revenus dépassent un certain niveau appelé *nisab*. *A priori*, les montants en jeu sont assez insignifiants : quelque 200 millions de dollars

officiellement collectés chaque année au Soudan, moins de dix au Nigeria. Mais la perception et la redistribution de la dîme islamique révèlent de nombreux enjeux politiques à l'heure où des fondamentalistes appellent à une application plus stricte de la charia en Afrique subsaharienne.

À travers les débats sur l'usage de la *zakat* et du revenu des fondations pieuses (*waqf*) transparaissent, en effet, des projets de société beaucoup plus ambitieux. Traditionnellement, la dîme religieuse visait surtout à aider les indigents et les clercs islamiques. Mais certains veulent aujourd'hui lui assigner un rôle d'agence de développement et de sécurité sociale (*maslaha*) pour l'ensemble de la communauté des croyants (*umma*), et plus seulement pour les pauvres. La question de la *zakat* met par ailleurs en évidence la fragilité d'administrations africaines qui, en général, n'ont pas réussi à encadrer ni à centraliser la collecte de l'aumône des musulmans, à la différence par exemple de l'Iran, où les comités de secours (*imdad*) de l'ayatollah Khomeiny ont joui d'une sorte de monopole d'État en étant les seuls autorisés à installer des boîtes à donations dans les lieux publics à travers tout le pays.

Les gouvernements du Soudan depuis 1986, de Mauritanie depuis 1997, et de certains États du nord de la Fédération nigérienne à partir de 2000, sont en l'occurrence les seuls à avoir essayé de prélever la *zakat* par eux-mêmes. Ailleurs en Afrique subsaharienne, la collecte et la redistribution de la dîme islamique ont été gérées par des ONG ou des fondations établies : en 1980 à Zanzibar et en 2013 dans le reste de la Tanzanie ; en 1981 au Mozambique ; en 1982 à Kano et en 2000 à Lagos au Nigeria ; en 1991 au Malawi ; en 1994 en

Afrique du Sud ; en 2009 au Sénégal ; en 2010 en Côte d'Ivoire et au Ghana ; en 2017 au Zimbabwe.

Même dans les républiques islamiques de Mauritanie et du Soudan, l'État n'a en fait jamais réussi à exercer le moindre monopole sur la perception de la *zakat*, qui a continué à transiter par des réseaux informels au niveau du voisinage et des mosquées. Dans un pays comme le Nigeria, le plus peuplé d'Afrique, ont ainsi coexisté plusieurs systèmes de collecte en parallèle, les uns opérés par les pouvoirs publics, les autres par le secteur associatif, notamment les ONG des salafistes appelés Izala.

En pratique, les expériences d'institutionnalisation de la *zakat* en Afrique subsaharienne sont donc restées cantonnées à une échelle locale. En dépit des espoirs qu'elles suscitent parfois, elles ne semblent guère en mesure de concurrencer l'aide publique au développement, et de répondre aux besoins – immenses – des nécessiteux. L'ouvrage dirigé par Holger Weiss n'en a pas moins le mérite d'attirer l'attention sur des aspects trop souvent méconnus des enjeux politiques de l'islam.

**Marc-Antoine Pérouse  
de Montclos**

## MONDE ARABO-MUSULMAN

### NO CONQUEST, NO DEFEAT: IRAN'S NATIONAL SECURITY STRATEGY

Ariane M. Tabatabai

Londres, Hurst, 2020, 400 pages

Le titre de l'ouvrage est tiré de l'expérience iranienne de la première guerre

du Golfe (1980-1988) dont le bilan pourrait ainsi se résumer par « ni conquête, ni défaite ». Au-delà de l'attention particulière accordée à ce conflit, l'ouvrage a pour ambition de présenter une synthèse historique retraçant la problématique de la sécurité nationale de l'État iranien sur la longue durée. Cette approche privilégiant le temps long permet à l'auteur de ne pas se limiter à la dimension polémique de l'étude de la sécurité nationale iranienne à l'époque de la République islamique (depuis 1979).

Son argumentation sur la permanence des intérêts nationaux du pays avant et après la Révolution islamique de 1979 n'est néanmoins pas nouveau : Olivier Roy avait déjà évoqué ces éléments de continuité dans un article au titre évocateur « Sous le turban, la couronne : la politique extérieure » (publié dans *Thermidor en Iran*, 1993). Si l'argument n'est en soi pas nouveau, le principal mérite de cette recherche est d'offrir au grand public une vision nuancée de la construction de la notion de sécurité nationale en Iran de l'avènement de la dynastie Qadjar (1796) à nos jours.

La démonstration est convaincante quand il s'agit de montrer que la quête d'autosuffisance (*khod kafai*<sup>1</sup>) transcende les changements dynastiques et/ou de régimes politiques. De même, l'auteur montre avec justesse la centralité de cette notion d'autosuffisance dans la construction d'une industrie de défense indépendante au lendemain de la première guerre du Golfe. Ariane Tabatabai souligne comment cette guerre a contribué à définir l'identité du régime et, dans le même temps, à montrer les

1. Voir R. Matthee, « Neither Eastern nor Western, Iranian: How the Quest for Self-Sufficiency Helped Shape Iran's Modern Nationalism », *Journal of Persianate Studies*, vol. 13, n° 1, été 2020, p. 59-104.

contradictions entre les objectifs de la Révolution islamique et les intérêts nationaux du pays.

Le régime a aussi instrumentalisé cette guerre pour consolider son pouvoir sur la scène politique interne, en réussissant à rallier l'ensemble des Iraniens (des monarchistes aux islamistes à l'exception notable des moudjahidines du peuple) contre l'ennemi extérieur d'alors : l'Irak de Saddam Hussein. Cette guerre diffuse une image de l'Iran se résumant à un régime de mollahs irrationnels travaillant à la fin des temps. Elle renforce également la méfiance de la République islamique vis-à-vis du système international, mais aussi de puissances régionales comme l'Arabie Saoudite – qui soutient financièrement l'Irak. Enfin, force est de constater qu'existe alors une inadéquation des moyens militaires de l'Iran avec l'objectif politique affiché de la guerre jusqu'à la victoire.

Au lendemain de cette expérience historique fondatrice de la vision khomeiniste de la sécurité nationale se met en place un appareil de sécurité fragmenté, tant sur le plan institutionnel que factionnel. Le pragmatisme de la République islamique est donc très lié à cette expérience, qui montre que l'idéologie khomeiniste était certes suffisante pour gagner le combat révolutionnaire, mais ne l'était pas pour garantir la survie de l'État révolutionnaire. Si l'analyse des éléments de continuité est stimulante, on regrettera que l'importance de la dimension idéologique dans la définition de la sécurité nationale après 1979 soit sous-estimée.

**Clément Therme**

## LA QUÊTE NUCLÉAIRE DE L'IRAN

Marie-Hélène Labbé  
Paris, Sorbonne Université Presses,  
2020, 160 pages

Auteur d'une série de travaux sur la prolifération nucléaire, Marie-Hélène Labbé, *visiting fellow* à l'université de Durham au Royaume-Uni, signe ici un nouvel ouvrage consacré au programme nucléaire iranien.

Sa première partie évoque les origines de la quête nucléaire de Téhéran, notamment les ambitions du programme civil développé pendant l'ère du shah et le basculement sur un programme militaire après l'établissement de la République islamique. Arme de prestige et de sécurité, l'atome est l'outil qui répond le mieux au complexe d'encercllement iranien alimenté par les bouleversements géopolitiques de l'histoire récente du Moyen-Orient : la guerre Irak-Iran, les multiples interventions occidentales dans les pays limitrophes, et les rivalités avec les puissances du Moyen-Orient.

Les étapes de l'émergence du programme militaire n'ont pu être reconstituées qu'après 2002 – date de révélation de son existence par un groupe d'opposition iranien. Techniquement, c'est grâce à l'aide pakistanaise et au réseau d'Abdul Qader Khan, à pied d'œuvre à la fin des années 1980, que le pays lança les premières centrifugeuses nécessaires à l'enrichissement de l'uranium. Le soutien d'un autre pays allié, la Corée de Nord, partenaire indéfectible de Téhéran pendant le conflit contre l'Irak, permit dans les années 1990 de développer les premiers missiles balistiques, et notamment une version nationale des *No Dong* nord-coréens – rebaptisés *Shahab* – affichant une portée de 1 300

kilomètres. Les premières bases du programme étaient posées.

La seconde partie de l'ouvrage détaille le processus chaotique qui a opposé l'Iran à la communauté internationale, alternant phases d'imposition de sanctions et de reprise des négociations. Les espoirs ont culminé avec la signature de l'accord de Vienne le 14 juillet 2015, auquel l'auteur consacre de longs développements. Avant d'évoquer l'accord en lui-même, elle revient sur la négociation des points de blocage techniques abordés durant les 23 mois de tractation qui ont séparé la signature de l'accord préliminaire de Genève (24 novembre 2013) du Joint Comprehensive Plan of Action (JCPOA), concernant le rôle de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), le régime de vérification de l'accord, ou encore l'agenda de levée des sanctions.

Le contexte entourant la dénonciation de cet accord en mai 2018 permet de comprendre les raisons des tensions qui ont accompagné la séquence politique

récente : les différentes étapes de remise en place du programme nucléaire par Téhéran – des premières timides entailles dans l'accord de Vienne à la remise en route des centrifugeuses – jusqu'à la série de frictions irano-américaines observées début 2020 après l'élimination du général Soleimani. Au total, c'est bien la nature systémique du dossier nucléaire iranien et son entrelacement avec des sujets d'intérêts régionaux (rôle de l'Iran en Syrie, en Irak, au Liban et au Yémen) qu'éclaire Marie-Hélène Labbé.

L'intérêt principal de l'ouvrage est d'apporter une vision d'ensemble sur les différentes phases entre tensions et apaisement qui ont caractérisé les relations entre Téhéran et la communauté internationale. Il rappelle l'évolution des positions des différents acteurs impliqués dans les négociations avec Téhéran (Europe, États-Unis, Chine...), tout en apportant des analyses techniques utiles sur le fonctionnement de l'arme nucléaire.

**Morgan Paglia**